

APRÈS LES PROPOS ÉQUIVOQUES DE SON COORDONNATEUR

Le Pds, tensions et fractures

► Serigne Mb. Ndiaye : “Si Macky n’avait pas traité Me Wade de voleur...”

► Madické Niang sauve Oumar Sarr de l’humiliation



P.5

18 MOIS APRÈS SA DÉFAITE

Wade retrouve l’Afrique ^{P.2}

► Chez l’Ougandais Museveni pour plaider la cause de son fils



SÉNÉGALAIS DE L’EXTÉRIEUR ^{P.6}

452 prisonniers recensés

MOUVANCE PRÉSIDENTIELLE

Tanor tient à BBY ^{P.6}

NICOLAÏ EN AUDIENCE SPÉCIALE

“Je jure sur le Coran...” ^{P.8}



La Chronique de MAGUM KËR

Ouakam donne le ton

La communauté lébou de Ouakam vient d’administrer une leçon de réalisme politique à travers ses chefs coutumiers Nguèye Khoudia Guèye, Youssou Ndoye et Oumar Guèye Samb, les trois Jaraaf rivaux, qui ont décidé non plus de se disputer le pouvoir mais de le partager. Après avoir engagé tout son potentiel humain dans des négociations avec le pouvoir pour recevoir une juste indemnisation de son foncier aliéné par l’Etat du Sénégal, le versement des redevances, chiffrées à milliards, achoppait sur la question de la représentativité des mandataires.

(SUITE P.4)



APRÈS DUBAÏ

Le Président Wade signalé à Kampala chez le président Museveni



Présidents de l'Union africaine (UA). L'eau a donc bien coulé sous les ponts et Museveni va sans doute prendre sa revanche. De l'Ouganda, le Pape du Sopi devrait faire une descente vers d'autres pays, pour prêcher la bonne parole pour son fils, après l'offensive qu'il avait tentée en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, juste après l'arrestation de Karim Wade. Cette stratégie découle, selon nos sources, du fait que bien des portes se sont fermées dans les pays arabes.

Interdit de visas partout

Selon nos sources, Me Wade a bel et bien essayé de rencontrer plusieurs hauts responsables dont l'émir de Dubaï et le gouverneur. Il a aussi tenté de prendre langue avec les boss de Dubaï Ports World (DPW) en vain. Beaucoup de pays contactés n'ont pas voulu octroyer le précieux sésame à celui qui a pourtant présidé aux destinées de notre pays, 12 ans durant. C'est dire que Me Wade est bien isolé. Et comme le malheur ne vient jamais seul, son successeur au Palais brille comme pas possible dans les pays arabes où on lui déroule partout le tapis rouge. Malgré les peaux de bananes de Wade, le président Sall a été reçu ces dernières semaines par les plus hautes autorités koweïtiennes dont l'émir du Koweït Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah ainsi que le prince héritier, Sheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah etc. Vers la fin du mois de mai dernier, il se faisait recevoir par L'Emir du Qatar, Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani. Signe que les arabes ne connaissent que ceux qui sont au trône, pas ceux qui le perdent... ■

Après le Golfe Persique, la région des Grands Lacs, suite à un long périple qui l'a successivement conduit en Arabie Saoudite et à Dubaï où il avait fini par installer ses quartiers, Me Abdoulaye Wade a posé depuis quelques jours ses lourdes valises à Kampala, en Ouganda, auprès de son ancien homologue, Yoweri Museveni. Que fait le "Pape du Sopi" auprès de l'un des plus anciens chefs d'Etat du continent, connu pour ses fortes alliances avec les Etats-Unis d'Amérique ? Me Wade, toujours en pèlerinage pour Karim Wade. Il est constant que l'ancien président de la République en provenance de Dubaï n'a pas pu obtenir des entrées auprès des palais émirats, ce qu'il souhaitait, pour trouver

des alliés "diplomatiques" afin de trouver un sort judiciaire heureux à son fils en prison depuis maintenant huit mois. Me Wade, à Kampala, aux bords du Lac Victoria, ce n'est sûrement pas pour des vacances. A Dakar, de hautes autorités s'interrogent sur les raisons de sa présence sur les sources du Nil alors que quand il était aux affaires, Me Wade avait des relations exécrables avec l'ancien guérillero devenu l'un des chefs d'Etat les plus respectés en Afrique de l'Est. Lorsqu'il a fallu en effet plier le destin de l'ancien guide de la Révolution libyenne, Kadhafi, il y a eu des échanges verbaux assez musclés entre les deux hommes ; Museveni ayant traité Wade de Président qui serait au service de la France, lors d'une rencontre des

Accords de défense et de sécurité avec la France : Mamadou Diop Decroix persiste et signe (suite)

Concernant les accords de défense et de sécurité susvisés, Mamadou Diop "Decroix" relève que "L'Assemblée nationale française a bel et bien été saisie le 16 avril 2013 d'un projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la France et le Sénégal", mais persiste à dire : "Ces accords, jusqu'au moment où ces lignes sont écrites, n'ont jamais été portés, à ma connaissance, à l'attention de la représentation nationale sénégalaise". Mieux, ajoute-t-il, "contrairement aux allégations du MAE, le Conseil des ministres du 10 octobre 2013 n'a pas examiné cet accord. Le seul projet de loi examiné portait sur 'la loi de règlement 2011' comme indiqué dans le communiqué dudit conseil". Poursuivant, le député ironise : "À moins qu'on nous cache quelque chose, en l'ayant examiné sans nous le dire dans le communiqué. Une telle hypothèse renforcerait d'ailleurs mes appréhensions." Concluant, Mamadou Diop Decroix assène : "Trêve donc d'amalgame et de désinformation. Le gouvernement n'a qu'à répondre à ma question s'il a les réponses. Sinon, qu'il nous laisse exercer notre droit de poser quand même des questions."

Ex-travailleurs de la BCEAO : Mankeur Ndiaye conseille le dialogue

Pour en finir avec la Chancellerie, disons que les députés Moustapha Diakhaté et Imam Baye Niang ont interpellé le ministre des Affaires étrangères sur la situation des ex-travailleurs de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). "Il est temps de faire comprendre à la BCEAO que le Sénégal n'est pas son protectorat", a tonné le président du groupe Benno Bokk Yaakaar, Moustapha Diakhaté qui, il faut le rappeler, a été employé de la BCEAO. Tentant d'expliquer pourquoi l'institution monétaire refuserait d'appliquer les décisions rendues par la justice, Mankeur Ndiaye a dit : "C'est le droit diplomatique qui est comme ça. Les diplomates sont protégés. C'est cela la force du droit diplomatique. Il ne faut jamais s'attaquer à une institution comme la BCEAO qui gère notre monnaie économique". Toutes choses qui font qu'il privilégie le dialogue et la négociation.

Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats : Le budget adopté sans débat

Lors de la deuxième journée de l'examen et du vote des budgets des départements ministériels à l'Assemblée nationale, le ministre de la Promotion des Investissements et des Partenariats, Diène Farba Sarr, a été celui qui a le moins duré à l'hémicycle. En effet, c'est un peu après 19 heures que le rapporteur a fait la présentation du budget de son département. À la fin de la lecture, aucun député n'ayant réagi, le texte a été tout simplement adopté, sans questions, ni réticence de la part des députés. Et le ministre n'a pas attendu les questions des jour-

nalistes, disparaissant aussi vite qu'il était apparu. Ainsi, le ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats s'est vu allouer un budget de 34 006 742 080 F Cfa. Pour les dépenses de personnel, ils s'élèvent à 133 914 000 F Cfa, les dépenses de fonctionnement à 139 527 080 F Cfa. Quant aux dépenses de transfert, ils se montent à 1 867 301 000, là où les dépenses en capital culminent à 18 096 000 000, et le transfert de capital à 13 770 000 000.

Procès Luc Nicolai : Tohu-bohu à l'audience

Le procès de Luc Nicolai a drainé hier du monde au point que la grande salle où se tenait l'audience spéciale s'est révélée étroite pour accueillir le monde de la lutte, y compris lutteurs en activité et ceux à la retraite. L'accès était difficile pour les gringolats vu les longues files de malabars à l'entrée. Les pickpockets étaient aussi de la partie et deux d'entre eux ont été appréhendés pour avoir chipé des téléphones portables. L'ex-lutteur Mor Fadam et le percussionniste Mbaye Dièye Faye ont eux aussi perdu les leurs, non du fait des voleurs, mais des gendarmes. Car leurs téléphones ont sonné en pleine audience.

Sécurisation : 69 personnes interpellées en banlieue pour divers délits

Une mission de sécurisation conjointe de la Brigade d'intervention polyvalente (BIP), de la Division des investigations criminelles (DIC), mais aussi des agents des brigades de recherches des commissariats de Pikine, Guédiawaye, Thiaroye et Guinaw Rails, a permis de mettre la main sur 69 personnes, dans la nuit de mardi à mercredi. Les limiers ont fait des descentes dans certaines zones réputées criminogènes comme la station de Tally Bou Mak, plusieurs endroits de Guinaw Rails, Wakhinane Nimzatt, Thiaroye Sam Sam, entre autres. Et selon nos sources, il ne suffisait pas de détenir sa pièce d'identité pour ne pas être inquiété. En tout cas, le crible a permis de mettre la main sur 69 personnes accusées entre autres de détention d'armes blanches, détention et/ou usage collectif de chanvre indien, entre autres délits. Et vu leur grand nombre, les interpellés ont été ventilés dans les différents commissariats susnommés.

Seydou Guèye et Mimi, ça grince réellement...

La sortie hier dans nos colonnes du secrétaire général du gouvernement, Seydou Guèye, pour affirmer que ses relations avec "sa sœur", le Premier ministre, Mme Aminata Touré, étaient au beau fixe, n'ont pas fait taire les gorges profondes. "Ils ne se parlent presque pas, sauf à travers des correspondances", pour assurer du côté du secrétariat général le minimum pour ne pas être pris en faute. Dans un entretien accordé hier à "EnQuête", le candidat à la mairie de la Médina ne croyait pas si bien dire en évoquant "des ego surdimensionnés". En lâchant ce mot, Seydou Guèye a donné du grain à moudre à tous ceux qui observent ce duo du building administratif. En coulisses, l'un se targue d'être un des plus anciens du parti présidentiel, qu'il avait rejoint après avoir démissionné du Parti de la Réforme de Abdourahim Agne. Mimi Touré, elle, en raison de sa nouvelle position de chef de gouvernement, ne saurait souffrir de voir un de ses administrés lui tenir tête. Quelqu'un doit surveiller ses arrières...

Allées du Centenaire : Chinois et ambulants déguerpis

C'est l'hallali aujourd'hui aux allées du Centenaire, boulevard du Général De Gaulle. La mairie de Dakar a mis hier soir à exécution sa menace de déguerpier les échoppes des Chinois qui ont pris d'assaut les maisons qui bordent cette plus belle voie de la capitale. Et avec les Chinois, bien sûr les marchands ambulants et leur étals à même les voies sous-jacentes. C'est hier nuit que les autorités municipales, accompagnées de celles de la Préfecture de Dakar, sous bonne escorte policière, ont débarqué sur les lieux pour débarrasser toute la zone de ses commerces. Le bras de fer prend ainsi fin, même si les Chinois sont installés sur un domaine privé, puisque disposant de magasins attendant à des maisons et disposant de contrats en bonne et due forme. En tout cas, le processus de remise en ordre dans la ville de Dakar semble bien irréversible. Attendons de voir.

Accords de défense et de sécurité avec la France : Mamadou Diop "Decroix" persiste et signe

Le député non inscrit Mamadou Diop "Decroix" revient à la charge à propos de sa question orale au ministre des Affaires étrangères concernant les accords de défense et de sécurité signés entre le Sénégal et la France. Dans un document parvenu à EnQuête, intitulé "Halte à l'amalgame et à la désinformation", le député s'offusque du fait que le département dirigé par Mankeur Ndiaye ait répondu par un communiqué et soutienne qu'il n'y a eu aucun manquement du gouvernement à son obligation de rendre compte à la représentation nationale". Or, renchérit "Decroix", qui dit "maintenir intégralement (sa) question orale au gouvernement", "le ministère des Affaires étrangères (MAE) occulte subrepticement la question N°1" relative à "l'envoi à Dakar d'un attaché régional français de sécurité intérieure dans le cadre d'un Plan Sahel annoncé par le ministre français de l'Intérieur en déplacement à Dakar". Le député "attend avec sérénité" la réponse à cette question qu'il considère jusqu'à plus ample information comme légitime et pertinente.

NÉGOCIATIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR CE VENDREDI

Le Saes pose sa plate-forme, le Gouvernement en ordre de bataille

Alors que de difficiles négociations s'ouvrent demain vendredi entre le Saes et le gouvernement, les deux parties affûtent leurs armes. Les enseignants du Supérieur entendent faire passer leur plate-forme alors que le gouvernement a d'ores et déjà annoncé hier, en conseil interministériel, qu'il ne fera pas plus que ses moyens...

■ MAMADOU MAKHFOUSE NGOM.

“Le Gouvernement se dit prêt à engager le dialogue avec le Syndicat autonome des enseignants du supérieur sur le protocole d'accord revendiqué depuis deux ans” par

le Saes. C'est le message délivré hier par le ministre de l'Enseignement supérieur Mary Teuw Niane (*photo*), à l'issue d'un conseil interministériel convoqué par le Premier ministre.

Cette rencontre qui a réuni différents ministères ainsi que des techniciens et

experts de l'État, s'inscrit dans une stratégie d'harmonisation des positions du gouvernement, en prélude aux négociations devant être engagées avec le Saes à partir de demain vendredi, à la direction de la fonction publique. Le gouvernement aura fort à faire car la plate-forme des



enseignants pose plusieurs doléances : une remise à niveau du statut des titres pour les universitaires qui devront démarrer par le grade de maître de conférence, une réforme des retraites qui doit avoisiner les 80% du salaire de l'enseignant, une solution aux problèmes de logements des professeurs, et enfin une augmentation des dotations pour l'université, révèlent des sources syndicales contactées par EnQuête hier.

Mais, la tutelle a prévenu les universi-

taires à l'issue du conseil interministériel. “Bien que l'État n'ait pas de position figée et définitive, il ne prendra en compte les revendications des universitaires que dans les limites de ses possibilités et moyens”, a souligné Mary Teuw Niane. Ce qui n'exclut pas pour autant la volonté des autorités d'engager la discussion avec les universitaires “en toute responsabilité” pour garantir une année universitaire apaisée, a tempéré l'ancien recteur de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. ■

QUALITÉ DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Sonatel Orange promet le meilleur avec des investissements de 120 milliards

Sonatel Orange a annoncé hier avoir pris des mesures pour corriger les faiblesses de son réseau relevées par le dernier rapport de l'Artp sur la qualité des services du mobile, et promis de poursuivre les investissements nécessaires sur ses équipements.

■ VIVIANE DIATTA

L'opérateur téléphonique Orange a annoncé hier avoir pris des mesures pour améliorer les points faibles relevés par l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP), le gendarme du secteur, dans le cadre de sa campagne de mesures de la qualité des services de téléphonie mobile au Sénégal. Et c'est sur les résultats engrangés par l'Artp et qui le

concernent directement que Orange a donc organisé une conférence de presse hier à Dakar.

Selon la directrice des réseaux et plate-forme de service de Sonatel Orange, Thérèse Tounkara, Orange est leader sur la qualité de service technique au Sénégal. “Nous avons la meilleure couverture dans les régions. Mais comme l'ensemble des opérateurs dans le monde, nous avons des points faibles. Le mobile est un outil très complexe (et) ceux qui voyagent savent que ça ne va

pas dans un pays où tout est parfait. C'est le mobile qui est comme ça. Nous avons trois régions qui n'étaient pas vertes. Il s'agit de Diourbel, Ziguinchor et Tambacounda, elles sont roses. Nous n'avons aucune région rouge”, a dit Mme Tounkara.

S'agissant de la région de Diourbel, créditée d'un taux de 90 à 95 % pour les mesures concernant la voix, la directrice des réseaux annonce que les travaux préparatifs du Magal de Touba sont déjà finalisés avec un rajout de 100 sites 2G et 50

3G. Et ce sont justement ces travaux qui ont été à l'origine des problèmes notés, a-t-elle ajouté. Concernant la région de Ziguinchor, elle a souligné que les problèmes de dysfonctionnements notés ont déjà été traités. “Nous avons déjà installés 3 nouveaux sites 3G qui vont adresser les déficits de couverture 3G pour la prise en charge de ces déficits.” De même pour Tambacounda où les problèmes de fonctionnement ont été “traités et l'extension de capacité déjà planifiée”.

Les “investigations idoine” vont être menées afin de corriger les dysfonctionnements sur les faibles efficacités SMS de Orange vers Expresso.

“120 milliards d'investissements lourds”

Par ailleurs, Thérèse Tounkara a réfuté que Orange ait exécuté des actions de blocage sur viber. “Nous avons fait des tests sur la qualité des services et cela marche correctement. Nous sommes en train de regar-

der ce qui a pu se passer. Il n'est pas impossible qu'il y ait eu la congestion parce que nous avons constaté une augmentation assez forte du nombre d'utilisateur viber. Donc cela peut expliquer une baisse de la qualité du service”, précise-t-elle.

L'enquête de l'Artp a crédité Sonatel Orange d'un taux de succès supérieur à 95% sur les mesures sur la voix dans 11 régions sur 14, a rappelé Thérèse Tounkara.

S'agissant de l'Internet mobile, elle a fait état de “meilleures performances (avec) un débit à la réception (download) Orange 4 fois plus rapide que le marché”. Mais tous ces résultats du “premier investisseur du Sénégal” ont été obtenus car Sonatel “a dégagé des fonds importants” pour y arriver. Elle a révélé que c'est “un lourd investissement” de 120 milliards de francs Cfa qui a été mobilisé, dont une bonne partie affectée aux équipements. “Ces investissements vont être poursuivis”, a conclu Thérèse Tounkara. ■

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

Une hausse pour payer les pertes de la SAR

Le budget du ministère de l'Energie a été voté hier par l'Assemblée nationale. Sur les 9 milliards 647 millions de hausse notée pour l'année 2014, les 7 milliards 460 millions 401 mille serviront à payer les pertes de la SAR.

■ AMADOU NDIAYE

Le budget 2014 du ministère de l'Énergie a connu une hausse qui sera très vite dévorée par la Société africaine de raffinage (SAR). Une somme destinée au règlement d'une partie des pertes commerciales de la SAR sur le gaz butane, a expliqué hier le ministre de l'Énergie, Maïmouna Ndoeye Seck. Elle a précisé que cette démarche de l'Etat du Sénégal ne répond à aucune pression. “Il faut que ça soit clair, nous n'avons subi aucune pression, c'est le gouvernement qui a étudié la situation de la raffinerie et a décidé de prendre des mesures idoines pour que la SAR fonctionne dans des conditions normales”, a-t-elle affirmé. Une thérapie de choc qui devra donner des résultats car l'Etat ne peut plus continuer à injecter de l'argent dans la SAR. A ce propos, elle même a indiqué que l'Etat ne perçoit rien en termes de taxes sur le

gaz, faisant au contraire d'importants efforts pour soutenir le prix au consommateur.

Revenant sur la situation de l'électricité, le ministre a soutenu que le Sénégal a l'un des coûts d'électricité les plus élevés au monde, malgré les efforts consentis par le gouvernement qui subventionne ce produit à hauteur de 30%. Une situation expliquée par le coût élevé de production lié à l'utilisation de l'énergie thermique, l'électricité étant produite à partir des combustibles liquides importés. “Aujourd'hui, malgré la subsistance de quelques difficultés, on peut dire que le défi de la disponibilité de l'énergie a été relevé. (Mais) il reste un autre, celui du coût de production (qui) doit être absolument surmonté” car “on ne peut pas continuer indéfiniment à subventionner l'électricité. Pour faire face à ce défi, le gouvernement actuel a mis en œuvre un programme” dans le but de réduire les

coûts de production, seul moyen de faire baisser les prix de manière durable.

Une baisse du coût de l'électricité en perspective

Le coût de l'électricité va subir une baisse prochainement au Sénégal. A travers le programme mis en œuvre par l'Etat du Sénégal, il s'agira d'utiliser des technologies basées sur des ressources qui coûtent moins cher. L'objectif du programme est de parvenir, à l'horizon 2017, à une baisse des coûts de production de 70 à 80 francs par kwh produit. Dans un premier temps, souligne le ministre de l'Energie, cela permettrait de supprimer la subvention supportée par l'Etat au détriment d'autres secteurs et, à terme, de baisser le prix de l'électricité. Le programme est basé sur le mix énergétique qui combine plusieurs sources d'énergie, le charbon, le gaz, les énergies renouvelables, l'hydroélectricité et, de façon margi-

nale, la production d'électricité à partir du pétrole. Il devrait ainsi permettre non seulement de consolider l'amélioration de la disponibilité de l'énergie, mais également de résoudre le coût de l'électricité.

60% de taux d'électrification rurale en fin 2016

Le taux d'électrification rurale qui est présentement de 25% au Sénégal sera ramené à 60% en fin 2016, a également annoncé Maïmouna Ndoeye Seck selon qui il s'agit d'une “question d'équité”. A cet effet, une campagne nationale sera lancée en vue de la reconnaissance mondiale du droit à l'énergie, au même titre que le droit à la santé et le droit à l'éducation. Acte qui permettrait de mobiliser massivement des ressources. Mais en attendant, les efforts faits en ce sens ont recours à côté des financements des partenaires techniques et financiers, aux ressources

budgétaires du Budget consolidé d'investissement (BCI) pour atteindre l'objectif de 60% d'électrification en fin 2016.

Le Programme d'urgence d'électrification rurale, en cours d'élaboration, est prévu, avec comme objectif non seulement d'atteindre le taux fixé, mais aussi de rééquilibrer les distorsions qui ont été notées entre les localités du pays. Jusqu'à ce jour, ce sont des critères de population et de proximité avec le réseau qui ont été privilégiés, de telle sorte qu'on implantait les projets d'électrification dans les départements déjà électrifiés. Avec le nouveau programme, des corrections et des rééquilibres nécessaires seront apportés. En plus des projets exécutés dans l'électrification rurale par l'Agence sénégalaise de l'électrification rurale (ASER), une mission a été donnée à l'Agence nationale pour élaborer une politique hardie de promotion des énergies renouvelables dans toutes les localités non électrifiées et des programmes d'installation de panneaux solaires et d'éoliennes dans les établissements scolaires et les centres de santé. “Une solution transitoire”, en attendant le développement du réseau interconnecté. ■

MALI

Le général Sanogo inculpé et mis en prison

Le militaire malien, auteur du putsch de 2012 qui a mené à la crise du Nord-Mali, a été inculpé de "meurtres et assassinats" et écroué.



Le général malien Amadou Sanogo, auteur du putsch de mars 2012 ayant plongé le Mali dans le chaos, a été inculpé mercredi à Bamako de "meurtres et assassinats" et écroué, a appris l'Agence France-Presse de source judiciaire. Sanogo "a été inculpé de meurtres et assassinats, complicité de meurtres et assassinats, et placé sous mandat de dépôt", a déclaré cette source

proche du juge d'instruction Yaya Karembe qui avait ordonné son interpellation et l'a entendu avant de l'inculper.

Dans la matinée, plusieurs dizaines de militaires maliens s'étaient rendus à son domicile du centre de Bamako pour procéder à son arrestation et le conduire devant le juge, dans une école de gendarmerie de la capitale malienne. Selon une source au ministère de la Justice, l'ordre

de l'arrêter a été donné "au plus haut niveau" de l'État. Une perquisition a également été menée à son domicile, selon une source judiciaire qui a précisé que la justice recherchait "des éléments pour faire avancer l'enquête sur des faits assez graves qui sont reprochés au général".

Ancien capitaine promu général en août, Sanogo avait été convoqué fin octobre par le juge Karembe mais ne s'était pas présenté, ce qui avait provoqué l'indignation de plusieurs partis politiques et organisations de la société civile. Dans les mois suivant le coup d'État du 22 mars 2012, le quartier général de Sanogo et de ses hommes, situé à Kati près de Bamako, avait été le lieu de nombreuses exactions commises contre des militaires considérés comme fidèles au président renversé, Amadou Toumani Touré. Des hommes politiques, des journalistes et des membres de la société civile ont également été victimes des brutalités des putschistes. ■

LEPOINT.FR

ITALIE – CONDAMNÉ POUR FRAUDE FISCALE

Silvio Berlusconi déchu de son siège de sénateur

Le Sénat italien a décidé mercredi l'éviction de Silvio Berlusconi de son siège au palais Madama, à la suite de sa condamnation en août pour fraude fiscale dans l'affaire de son empire médiatique Mediaset.

Cette décision était attendue, les élus du Parti démocrate (PD) d'Enrico Letta et ceux du Mouvement 5 Étoiles (M5S) de Beppe Grillo ayant fait savoir qu'ils se prononceraient pour la déchéance du "Cavaliere", qui est au cœur de la vie politique italienne depuis près de vingt ans.

Les élus de la Chambre haute ont rejeté neuf textes déposés par les partisans de Berlusconi pour tenter d'empêcher sa déchéance et le président du Sénat a en conséquence annoncé que l'ancien président du Conseil ne pouvait plus occuper son siège.

A 77 ans, l'ex-chef du gouvernement n'a rien perdu de sa combativité et, dénonçant un "coup d'État" dont il serait victime, a promis de mobiliser tous ses moyens contre le gouvernement de "large entente" réunissant le PD et des dissidents du courant berlusconien, qui ont fondé le Nouveau Centre Droit (NCD) sous la direction du ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano.

Alors que les sénateurs votaient sur son exclusion, Silvio Berlusconi s'est adressé à plusieurs milliers de ses partisans rassemblés devant sa résidence romaine du palais Grazioli. "C'est un triste jour, un jour de deuil

pour la démocratie italienne", a-t-il lancé, accusant les magistrats qui l'ont condamné de vouloir l'éliminer politiquement pour instaurer le "socialisme" dans le pays.

Il a promis de continuer le combat politique même sans mandat parlementaire, comme le fait Beppe Grillo. "Je ne vais pas me retirer dans un couvent!", a-t-il dit.

Pas de mandat public pendant deux ans

Sur les ruines du Peuple de la liberté (PDL), Silvio Berlusconi a officiellement relancé ce mois-ci son parti Forza Italia, qu'il avait créé en 1994 en entrant en politique. Mardi, Forza Italia a refusé de voter la confiance au gouvernement sur le projet de budget pour 2014 mais l'équipe d'Enrico Letta l'a tout de même emporté au Sénat par 171 voix contre 135, grâce aux élus du NCD.

Après avoir obtenu la confiance, Enrico Letta a affirmé que son gouvernement avait gagné "en force et en cohésion" grâce à la clarification apportée par l'entrée de Forza Italia dans l'opposition ouverte.

Le parti de Berlusconi a accusé mercredi les autorités de tout faire pour empêcher ses partisans de venir manifester leur soutien au "Cavaliere" devant son palais romain. Des cars auraient été bloqués par les forces de l'ordre à l'entrée de la ville et des banderoles confisquées. "Berlusconi est victime de manœuvres injustes et



anti-démocratiques", a déclaré Anna-grazia Calabria, députée de Forza Italia. "Personne ne peut nier le soutien de millions et de millions d'Italiens, de tous ses partisans qui croient encore en lui et sont restés à ses côtés."

Dimanche, le président de la République, Giorgio Napolitano, a déclaré qu'il ne pouvait gracier Silvio Berlusconi et l'a exhorté à maintenir ses protestations dans les limites de la loi.

Le chef du centre droit a été condamné à quatre années de prison dans l'affaire Mediaset. En raison de son âge, cette peine a été ramenée à un an et l'homme d'affaires a choisi de la purger sous la forme de travaux d'intérêt général. Cette condamnation est assortie d'une interdiction d'exercer tout mandat public pendant deux ans. ■

REUTERS

La Chronique de MAGUM KËR

Ouakam donne le ton

L'Etat du Sénégal dont la position constante est de ne pas choisir ouvertement une faction contre les autres, a finalement pris acte de l'unité retrouvée pour honorer son engagement. Qu'importe le temps que cela durera : n'est-ce pas là un exemple à suivre pour toute la communauté nationale secouée pas d'interminables disputes entre politiciens d'un pouvoir non encore acquis, convoité ensemble ou perdu ?

Il l'est aussi et surtout pour son entité globale la Collectivité léboue de Dakar qui se déchire depuis près de 45 ans, sans aucune trêve ni accalmie. L'élection d'un nouveau Serigne Ndakaaru en la personne d'Abdoulaye Makhtar Diop, une restauration en somme, avait suscité une confiance dans la perspective d'une réunification de cette collectivité du fait non seulement de la notoriété de l'impétrant mais aussi de sa position centrale entre les deux camps antagonistes du moment. Ce n'était en fait que l'occasion de la relance d'une controverse de légitimité entre lui et le fils de feu Bassirou Diagne qui, tout usurpateur qu'il fut, a marqué le temps et l'espace sénégalais d'une présence imposante. Et troublante pour ce qu'il avait été adoubé par les dignitaires compétents en la matière de l'époque et pour avoir survécu à quatre autres Serigne Ndakaaru de la branche de Dial Diop, fils de Ngoné Mbengue à la légitimité incontestée.

Une prestation télévisée du nouveau Serigne Ndakaaru Abdoulaye Makhtar Diop, qu'il estimait certainement décisive dans sa stratégie inopportune de dislocation du camp de feu Bassirou Diagne, a remis en cause les velléités de retrouvailles. Les initiateurs étaient partagés entre les notables anciennement alliés de feu Bassirou Diagne, diversement motivés et ceux qui, fervents légitimistes, pensaient que l'avènement d'un Diop, petit-fils de Dial Diop II et descendant de Diali Ngoné Mbengue, Abdoulaye Diop Makhtar, gommerait tous les contentieux historiques. Les premiers avaient envoyé en éclaireur l'imam Baye Dame Diène, l'exception d'une fratrie très politique comprenant Feu Ahmed Diène et Adja Arame Diène. Ce bon maître d'école coranique simple et bon tombera sur un bec : son neveu le Ndey ji Réew Alioune Diagne Mbor campera sur l'intransigeance héritée de feu Thierno Yoro Diagne, son frère et prédécesseur dans la charge coutumière qui avait organisé la résistance et tenu tête à la majorité du conseil supérieur de dignitaires qui avait imposé Serigne Ndakaaru Bassirou Diagne.

La fin de non recevoir à l'offre de paix du camp de feu Bassirou Diagne par le Ndey ji Réew Alioune Diagne Mbor interroge, même à ceux qui l'estimeraient pertinente, le principe de la

collégialité comme norme de prise de décision des dignitaires de la collectivité léboue du Cap-Vert. La question de la paix entre Lébus ne méritait-elle pas d'être traitée dans les instances coutumières compétentes plutôt que d'être résolue à la hussarde entre une très proche parenté dont l'inimitié légendaire est entretenue par des choix politiques toujours divergents. Cette rivalité est si têtue qu'elle a résisté à l'unification au sein de l'Union progressiste sénégalaise et a persisté dans la Parti socialiste dans des tendances opposées. Elle est aujourd'hui, compte tenu de la position de cette éminente famille dans la collectivité léboue, un facteur dirimant de son évolution en en alimentant les crises en des étapes qui auraient pu être décisives dans son évolution.

La léthargie subséquente de la collectivité léboue de Dakar a altéré son leadership fédérateur sur les villages traditionnels qui s'organisent désormais sans rien en attendre, l'organisation de l'ancienne République léboue étant beaucoup moins centralisateur que le modèle français qui est venu s'y greffer. Or le nœud de la division, par delà les rivalités de familles et au sein des familles, est l'adaptation que certains dignitaires tentent de faire de leurs fonctions respectives à celle d'un gouvernement de la République. Le modèle qui s'impose sous ce rapport est celui qui habite notre passé colonial, le plus récent étant celui de 1958. Pour cela, le souci des Lébus de Dakar, n'est-il pas de voir actuellement les dignitaires, qui ont occupé des hautes fonctions politico-administratives, faire fonctionner les institutions coutumières selon les rudiments de leur formation dans les écoles d'administration et leur pratique des cabinets ministériels ?

Ainsi, le Ndey ji Réew a-t-il rétabli sa fonction dans sa plénitude originelle en pesant de sa forte personnalité sur les institutions coutumières au détriment du Ndey Njambur institué par une réforme dont les prérogatives sont d'autant plus « démenagées » que ce poste est vacant depuis le décès de son dernier titulaire de lignée « Sumbar » Mbaye Ndiaye Bineta Paye, bien avant la disparition concomitante des deux grands serigne. La seconde caractéristique de ce pli moderniste est l'échappée solitaire du nouveau Serigne Ndakaaru qui crée des commissions à tour de bras et à l'ombre de qui prolifèrent déjà les lobbies d'inspiration opportunistes ralliés à sa cause. Lesquels sont restés inopérants face au camp adverse qui a déjà produit un document politique sur la troisième centralisation soumis à la plus haute autorité du pays. Mais voilà que les chefs coutumiers de Ouakam donnent le ton : une seule voix pour défendre les intérêts de chaque communauté au moment où les rapports entre toutes sont en passe d'être redéfinis. ■

COMITÉ DIRECTEUR DU PDS

Oumar Sarr sauvé de l'humiliation par Madické Niang

À l'issue de leur comité directeur tenu hier à Dakar, les libéraux ont déclaré que le Pds n'était pas intéressé par un gouvernement d'union nationale.

■ ASSANE MBAYE

Le Comité directeur du Parti démocratique sénégalais (Pds) tenu hier au sein de sa permanence sise sur la Vdn a revêtu un caractère assez spécial. Bien que bref, (il n'a pas duré plus d'une quinzaine de minutes d'après certaines indiscretions), la rencontre, riche en événements, a drainé du monde comme pas toujours depuis la chute du régime libéral. À l'exception du porte-parole Babacar Gaye et de Me Ousmane Ngom, la plupart des grands responsables étaient présents.

En effet, d'après des sources ayant pris part à la rencontre, Oumar Sarr (*photo à droite*), Coordonnateur du parti, s'est évertué, juste après l'ouverture de la séance, à expliquer et justifier sa sortie présumée en faveur d'un gou-

vernement d'union nationale. Il a tenté d'expliquer en quoi et comment sa déclaration a été sortie de son contexte, en plus du fait que ses propos émanaient d'une position personnelle.

Aussitôt la réunion terminée, c'est Modou Diagne Fada qui a pris la parole pour fustiger l'attitude de ses camarades de parti consistant toujours à se référer au Comité directeur avant d'agir. Selon notre interlocuteur, le président du Groupe parlementaire libéral a estimé que "les responsables libéraux devaient réagir à chaud pour recadrer leur coordonnateur juste après sa déclaration". "Les gens doivent toujours prendre leurs responsabilités devant pareilles situations", a-t-il affirmé.

"Le Pds pas intéressé par un gouvernement d'union nationale"

La tension étant montée d'un cran, Me Madické Niang (*photo à gauche*), a pris la parole pour apaiser les esprits. Par la même occasion, il a transmis à l'assistance un message du chef du Pds, message dans lequel Me Abdoulaye Wade, a-t-il dit, magnifie la remobilisation du parti qui a retrouvé ses forces. Vicieux, des responsables libéraux ont vite fait de souligner que ce "message" ne venait point de Me Wade. N'empêche, il a eu le "mérite" de calmer les esprits car juste après, Me Madické Niang a pu lever la séance sans ouvrir les débats. Ce qui fait que certains militants sont restés sur leur faim, d'après notre interlocuteur.

"Oumar Sarr et Saleh se sont rencontrés dans un cadre privé"

Malgré tout, Modou Diagne Fada a tenu à recadrer les propos du coor-



donnateur national. "Nous ne sommes pas intéressés par un gouvernement d'union nationale, nous sommes pour un parti réorganisé, massifié, disposé à prendre ses responsabilités pour aller à la reconquête démocratique du pouvoir", a-t-il dit lors du mini point de presse tenu dans la foulée. Non sans ajouter : "Une question aussi importante que celle-là ne peut être effective tant que les insinuations habilitées, à commencer par le secrétaire général

national, n'auront pas donné leurs avis. C'est dire que le contexte d'un gouvernement d'union nationale n'est pas d'actualité au niveau du Pds."

Et comme pour dégonfler définitivement la bulle, le député libéral a tenu à rappeler que "Oumar Sarr et Mahmoud Saleh se connaissent depuis 1977 et leurs discussions ne peuvent avoir qu'un cadre privé". Quand deux anciens trotskistes se retrouvent... ■

"GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE"

Le positionnement du Pds en question

Les propos du coordonnateur du Parti démocratique sénégalais sur l'éventualité de retrouvailles avec le président de la République ont, au moins, l'avantage de poser le débat sur ce que seraient les fractures internes au parti libéral face au pouvoir.



■ DAOUDA GBAYA

Après sa sortie sur la télé 2Stv en rapport avec l'éventualité d'une participation du Parti démocratique sénégalais (PDS) à un gouvernement d'union nationale, Oumar Sarr, coordonnateur dudit parti, a cru bon de (re)préciser sa pensée. Si "le Pds ne peut pas être contre" une telle idée par "principe", il n'en pose pas moins des "préala-

bles". "Macky Sall devra reconnaître ses erreurs, libérer tous les otages séquestrés à Rebeuss, élaborer un plan de redressement du pays, qui est en faillite, et se préparer à organiser de nouvelles élections", indique-t-il.

Mais au-delà de cette "précision" et la position officielle du Comité directeur, la sortie de l'ex-ministre pose au fond le débat sur la ligne du PDS vis-à-vis du régime en place. Face à plusieurs fronts depuis sa défaite (traque des biens supposés mal acquis, départ de responsables, naissance de courants de pensée), le Pds semble toujours se chercher dans l'opposition. Une situation qui a fini par créer une ligne de fracture opposant "modérés" et "radicaux".

Pour Dr Malick Dieng, de l'Institut libéral, et qui se réclame de l'aile radicale, "la ligne de conduite" de son parti "est très claire". "Le PDS est dans une logique de combat pour permettre aux détenus politiques de recouvrer la liberté, de faire du Sénégal un pays où les libertés sont respectées. Nous ne collaborons pas avec le régime car nous allons repren-

dre le pouvoir", promet-il. "Très écoeuré" par les déclarations de Oumar Sarr, il estime qu'"on ne peut pas engager le PDS sans que cela soit discuté avec les responsables" au préalable. Une "erreur grave" qui, selon lui, remet en cause le management du parti.

"Des retrouvailles dans le long terme"

Plus "mesuré", ce responsable du PDS, sous le couvert de l'anonymat, entend "faire la politique avec la tête et non avec le cœur". Même si pour lui, "les propos de Oumar Sarr n'engagent que lui", il n'en souhaite pas moins voir la réalisation d'un "grand ensemble" constitué de partis d'obédience libérale. "Qu'est-ce qui nous différencie de Macky Sall ?" se demande-t-il. Qui trouve sa propre réponse : "Il est libéral et nous le sommes aussi. Il est vrai que nous avons des contentieux à vider, mais je n'écarterai pas des retrouvailles entre le



PDS et l'APR dans le long terme".

Une idée que partage Serigne Mbacké Ndiaye, "en phase" avec le coordonnateur du PDS à qui il reproche même d'avoir fait une précision dans la presse avant même la diffusion de l'interview en question. "Je pense qu'un patriote ne peut pas refuser d'entrer dans un gouvernement d'union nationale. Les gens le (Sarr) critiquent sans savoir ce qu'il a dit", déclare le porte-parole de l'ex-président de la République. "Au lendemain de l'alternance, Abdoulaye Wade nous avait appelés pour nous dire : n'attaquez pas Macky Sall. C'est votre "frère", soutenez-le au besoin. Mettez-vous à sa disposition. Si Macky Sall n'avait pas accusé Me Wade d'avoir volé des tableaux, véhicules..., certainement nos relations ne seraient pas tendues aujourd'hui." Un argument loin de convaincre Aliou Sow qui trouve "l'idée saugrenue, ridicule et inacceptable". "Dans le contexte actuel, le pays n'est ni en guerre, ni en conflit, encore moins dans une crise économique devant nécessiter la création d'un gouvernement d'union nationale", s'exclame le leader du Mouvement patriotique pour le développement du Sénégal.

"Travailler pour une démocratie normale"

Le problème, dit-il, c'est qu'"on a une majorité incapable de se comporter en dirigeant responsable, conscient de la charge - ô combien importante - que le peuple lui a confiée". Plutôt que de songer à un éventuel "entrisme", l'ancien minis-



tre des collectivités locales suggère à l'opposition de "mieux s'organiser pour travailler sur une offre plus crédible et plus convaincante par rapport aux prochaines élections". Pour lui, "une démocratie normale a besoin d'une opposition et d'un pouvoir, d'hommes de dignité et de valeur", et non de fonctionner sur une "logique de partage de gâteau de façon indue".

Ce discours, Serigne Mbacké Ndiaye le range dans le registre de l'inexpérience de son "frère". "Quand on a des gens qui viennent fraîchement de débarquer dans la politique, qui n'ont jamais fait le Ba ba de la politique, je comprends qu'ils puissent avoir certaines attitudes". Avant de rappeler : "Abdoulaye Wade, dans l'opposition, a participé à des gouvernements de Abdou Diouf. Abdoulaye Wade, au pouvoir, a fait appel à l'opposition pour entrer dans le gouvernement. Le premier congrès du parti à Kaolack en 1976, Wade disait : "Le jour où j'accéderai au pouvoir, je gouvernerai avec tous les sénégalais, même avec ceux de l'UPS/PS..." ■

MOUVANCE PRÉSIDENTIELLE, TRAQUE DES BIENS MAL ACQUIS

Le Ps tient à BBY et dézingue le Pds et ses avocats

— ASSANE MBAYE

La mort annoncée de Benno Bokk Yaakaar (BBY) et son remplacement par l'Alliance pour la majorité présidentielle (voir EnQuête du mardi 26) souhaité par le président de la République n'emballent toujours pas le Parti socialiste. Dans une déclaration rendue publique hier, Ousmane Tanor Dieng et ses camarades estiment que "la majorité a besoin de

s'appuyer sur un ressort solide qu'a incarné et qu'incarne encore BBY". À cet effet, "au lieu d'épiloguer sans fin sur sa disparition prochaine et d'agiter comme un chiffon rouge le spectre d'une recomposition de la majorité", il s'agit, selon les socialistes, "par une amélioration de son organisation et de son fonctionnement et par une solidarité gouvernementale et politique plus affirmée, de transformer l'alliance électorale devenue gouvernementale en un levier straté-

gique de stabilité qui fixe un cap et installe une gouvernance publique concertée".

Cette entreprise, selon le Parti socialiste, "exige un partenariat durable et sincère bâti sur une concertation permanente entre les parties prenantes et ouvert à toutes les forces vives qui présentent des garanties de crédibilité et d'engagement dans l'œuvre de redressement national sans toutefois ouvrir la voie à la pratique malsaine de la transhumance". Ainsi, "la responsabilité commune des alliés est de prendre l'initiative en vue de construire un consensus national durable sur les options fondamentales de notre pays qui transcende les intérêts partisans et les alternances successives".

Se prononçant par ailleurs sur la traque des biens mal acquis, le Parti socialiste dénonce et condamne des "arguties juridiques servies à tra-

vers les médias" afin "d'obscurcir le jugement de l'opinion pour tenter de disculper, par avance et hors des prétoires, les personnes poursuivies pour le délit d'enrichissement illicite". Tanor Dieng et Cie démentent les propos de "quelques professionnels oublieux sinon ignorants de l'organisation de l'entraide et de la coopération judiciaires et laissant croire que les autorités françaises auraient refusé de coopérer avec la justice sénégalaise". Rappelant l'engagement pris à Dakar par François Hollande sur cette question, le Ps estime que "rien ne vaut les cris d'orfraies, quand tant d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent encore dans leur vie, et que tant de ménages et d'entreprises à travers le pays continuent à payer les conséquences désastreuses de la gestion calamiteuse du défunt régime". ■

MANKEUR NDIAYE

ET LES COMPATRIOTES DE L'EXTÉRIEUR

"On a recensé environ 452 prisonniers sénégalais à l'extérieur"

"Personne ne peut vous dire le nombre exact de sénégalais à l'extérieur", a affirmé hier devant les députés le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Mankeur Ndiaye. Itou pour le nombre de prisonniers sénégalais détenus hors de nos frontières. "En 2012, on a recensé environ 452 détenus sénégalais dont plus de 200 en Italie. On a compté un condamné à mort aux Usa et une peine capitale en Chine. Après négociation, l'exécution capitale a été commuée en perpétuité", a informé le chef de la diplomatie sénégalaise. Qui s'est évertué à exposer les difficultés que rencontrent les autorités pour mener un recensement précis de nos compatriotes à l'étranger.

Des députés présents à la séance ont émis le souhait de voir les prisonniers rapatriés au Sénégal. "C'est difficile de traiter cette question. Car il y a des détenus qui ne veulent pas rentrer. Ils espèrent trouver du travail là-bas quand ils recouvreront la liberté", a expliqué Mankeur Ndiaye. Mais il n'empêche que notre pays est en train de négocier des accords de rapatriement des prisonniers avec certains États, que le ministre s'est gardé de citer.

Au plan administratif, les députés ont exposé de nombreux écueils que rencontrent les sénégalais pour l'obtention de documents. Selon Mankeur Ndiaye, cela est lié à un déficit de centres de production, pour lesquels "des solutions seraient en train d'être trouvées". Néanmoins, "il est extrêmement difficile pour l'Etat de satisfaire toutes les doléances des sénégalais de l'extérieur", a-t-il avoué. A cet égard, il a annoncé que l'Etat a renforcé le budget d'assistance et de secours, qui est passé de 40 millions de francs Cfa en 2013 à 500 millions en 2014.

Carte diplomatique, l'ancrage africain

Le budget du MAE se monte à 52,267 milliards de francs Cfa contre 39,174 milliards l'année dernière. Une hausse de 13,123 milliards expliquée par le souhait du Sénégal d'ouvrir de nouvelles représentations diplomatiques à travers le monde. Ainsi, l'ambassade du Sénégal en Indonésie pourrait rouvrir tandis que la Guinée Équatoriale recevra "peut-être" le premier service diplomatique sénégalais, et l'ambassade à Téhéran reprend service en 2014.

A ce jour, le Sénégal compte 152 représentations diplomatiques. Cinquante-deux ambassades sont dénombrées, 14 consulats, 1 bureau consulaire au Havre et 7 Bureaux économiques à travers le monde. Avec un fort ancrage africain, 22 ambassades se trouvant sur le continent, 14 en Europe, 4 en Amérique du Nord, 6 en Asie et 6 au Moyen-Orient. En Amérique Latine, le Sénégal ne compte qu'une représentation diplomatique, à Brasília (Brésil). ■

BIGUE BOB



Orange Money
payez vos factures 24h/24 sans vous déplacer

CHEZ ORANGE NOUS SAVONS QUE VOUS PRÉFÉREZ PASSER VOTRE TEMPS AVEC VOS PROCHES AU LIEU DE FAIRE LE RANG POUR PAYER VOS FACTURES. C'EST POURQUOI NOUS VOUS OFFRONS AVEC ORANGE MONEY, UN MOYEN PLUS SIMPLE ET PLUS RAPIDE POUR PAYER VOS FACTURES DEPUIS VOTRE MOBILIE SANS AVOIR À VOUS DÉPLACER. POUR GAGNER DU TEMPS ET PAYER VOS FACTURES DE CANAL+, CANAL SAT, SENELEC, EXCAF, RAPIDO, BA EAU BAB ET SONATEL À PARTIR DU PORTAIL ORANGE MONEY. DE PLUS, 20% DU MONTANT DE CHAQUE FACTURE PAYÉE VOUS SONT OFFERTS EN BONUS CRÉDIT TÉLÉPHONIQUE ORANGE* !

composez le **#144#**
le paiement change avec Orange

Partenaires : **CANAL+** **CANAL SAT** **Senelec** **EXCAF TELECOM** **sonatel** **rapido** **BA EAU BAB**

service client 1441 - www.orange-money.sn

sonatel la vie change avec **orange**

*BONUS OFFERT À 50 000 FCFA



PROGRAMME ET ACTIVITÉS DU DK ALMADIES ANNUAL FESTIVAL

EXPOSITIONS ARTISTIQUES "PORTES OUVERTES"

DÉFILÉS DE MODE

SPECTACLES DE DANSE

JOURNÉES MUSICALES

CONCOURS DE SOIRÉES À THÈME

JOURNÉE DÉDIÉE AUX ENFANTS

HOMMAGE AUX PÈRES
DE LA NATION SÉNÉGALAISE

AU COEUR DU QUARTIER COMMERCIAL ET TOURISTIQUE DES ALMADIES, À DAKAR, LE COMPLEXE DE LOISIRS FIVE OFFRE ESPACES DE SERVICES, OUVERTS JOURS SUR : **RESTAURANT, NIGHT CLUB, LOUNGE BAR, WIFI, RÉCEPTION ET SPECTACLE DONT CINÉMA HDBBLU RAY, CONCERTS, STAND UP COMEDY, ET PROJECTIONS D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS.**

PRÉSENTATION DU FESTIVAL

La première édition du festival se tiendra dans le quartier huppé des Almadies, situé à la pointe nord de Dakar et sera accueillie principalement par le Complexe FIVE. Le festival place la création artistique au cœur de l'événement. Sculpture, peinture, littérature, danse, musique, mode et cinéma feront du DK Almadies Annual Festival la rencontre culturelle et artistique incontournable de cette fin d'année 2013. Les locaux du FIVE s'ouvriront quotidiennement au public du DK Almadies Annual Festival du 8 au 12 décembre 2013 de 10h à l'aube. La soirée de clôture aura lieu le vendredi 13 décembre.



Vue d'un des comptoirs de bar du Complexe FIVE

PARTENARIATS

FORMULES DE SPONSORING

Le Dakar Almadies Annual Festival propose des packs adaptés à chaque type d'annonceur :
Silver, Gold, Platinum ou Sponsor Officiel.



Vue des espaces privés du Complexe FIVE



Vue du night club du Complexe FIVE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

TÉLÉPHONE [+221] 33 820 40 06
du lundi au vendredi de 9h à 17h

PROGRAMMATION ET COMMUNICATION
MOBILE [+221] 77 755 55 55
du lundi au vendredi de 9h à 17h

PARTENARIAT
MOBILE [+221] 76 552 55 55
du lundi au vendredi de 9h à 17h

EMAIL : dkfestival@complexefive.com
WEB: FACEBOOK.COMCOMPLEXEFIVE



AFFAIRE DROGUE DE SALY

Luc nie, son ami le charge

L'affaire de la drogue de Saly qui tient en haleine l'opinion, depuis un an, a été jugée hier en audience spéciale par le tribunal correctionnel de Dakar. Si le prévenu vedette de l'affaire, Luc Nicolaï, a clamé son innocence, il a été enfoncé par son ami Djibrine Diop, le seul à reconnaître les faits.

FATOU SY

Après 13 mois de détention préventive, Luc Nicolaï a enfin comparu hier devant le tribunal correctionnel de Dakar. Le promoteur de lutte avec frappe et ses coïnculpés, le douanier Abdou Khadir Kébé et deux employés de l'hôtel Lamantin Beach Mamadou Lamine Mbaye et Djibrine Diop, ont été jugés en audience spéciale. Le procès a démarré aux environs de 12h 30mn, après plusieurs heures de valse des avocats dans les différentes salles d'audience, avant que la salle numéro 4, réservée aux audiences de Cour d'assises et aux cérémonies, ne soit finalement retenue.

"Je jure sur le Saint Coran, je n'ai jamais vu de drogue"

Durant plusieurs tours d'horloge, Luc Nicolaï a fait une immersion dans le passé. Star de ce procès, le patron de Luc and Co n'a pas été très prolixe. Car, il s'est dit innocent et totalement étranger aux faits relatifs à la drogue découverte le 26 septembre 2012, dans le bureau de Bertrand Touly, Président directeur général de l'hôtel Lamantin Beach. "Je peux jurer sur le Saint Coran que je n'ai jamais vu de drogue", a d'emblée déclaré Luc Nicolaï. "Je ne peux pas dire grand-chose sur cette affaire. Je l'ai apprise à travers la presse", a-t-il soutenu. Ces précisions faites, le promoteur de lutte a fait une petite digression pour revenir sur son voyage effectuée en Gambie, après que son nom a été cité dans l'affaire par la presse. Il a nié avoir fui, en expliquant qu'il était en Gambie pour ficeler un combat : "Modou Lô contre X". Devant cette digression, le président Moustapha Bâ lui a

demandé de s'en limiter aux faits. "J'aurais bien aimé vous éclairer davantage, mais je ne connais rien de cette affaire dont je ne suis mêlé, ni de près, ni de loin", a rétorqué Luc Nicolaï qui a craqué durant la suspension d'audience.

Djibrine Diop mouille Luc Nicolaï

Toutefois, la déposition de Djibrine Diop est venue remettre en cause les propos du promoteur de la Petite Côte. "Luc m'a appelé en me disant : "Boy est-ce que "am nga bu weex bi" (cocaïne, dans le jargon) ? Ensuite, il m'a fait savoir qu'il avait une mission à me confier", a narré le skipper de l'hôtel Lamantin Beach. Celle-ci consistait à introduire une enveloppe dans le bureau de Bertrand Touly. "Luc m'avait dit qu'il s'agissait de gris, car il voulait que ses relations avec Touly soient huilées. C'est le lendemain qu'il m'a confié que l'enveloppe contenait plutôt de la drogue", a déclaré Djibrine Diop qui assure avoir été aidé dans son entreprise par l'électrotechnicien Mamadou Lamine Mbaye. Celui-ci a tenté de dégager sa responsabilité. "Je l'ai aidé, a-t-il dit, car il m'avait fait croire qu'il devait voyager et qu'il lui fallait un cachet sur sa lettre de garantie". L'électrotechnicien a ajouté qu'il a eu des soupçons, une fois dans le bureau, car, selon ses dires, Djibrine Diop détenait plutôt des feuilles vierges. "Je l'ai chassé du bureau", a-t-il ajouté.

Abdou Khadir Kébé : "J'aurais dû interpellé Eric Philibert pour complicité"

Dernier à être entendu parmi les prévenus, le douanier Abdou Khadir Kébé a aussi contesté les faits de ten-

tative d'extorsion de fonds. "Deux semaines avant, un informateur m'a appelé en me demandant si j'étais prêt à casser le réseau de trafic de drogue à Saly." L'ex-chef de la brigade des douanes de Mbour d'ajouter : "Le 26 septembre 2012, mon informateur m'a rappelé et m'a dit que le dealer avait ravitaillé le Dg de l'hôtel. Il m'a aussi indiqué le bureau et le meuble sous lequel était dissimulée la drogue". A l'en croire, lorsqu'il a interpellé Bertrand Touly sur sa découverte, le DG a appelé son adjoint Éric Philibert. Ce dernier lui aurait proposé un arrangement. "Est-ce que vous le connaissez ? Son père est milliardaire, donc essayons de régler l'affaire, car cette drogue-là n'est pas pour le gosse". Le soldat de l'Économie dit avoir décliné la proposition d'Éric. Il a effectué une seconde perquisition, parce que son informateur lui avait confié qu'il restait encore de la drogue dans le bureau de Touly, car la quantité livrée était en réalité 500 grammes. Seulement, s'est désolé Abdou Khadir Kébé, au cours de la seconde perquisition, Touly s'est évadé, en se réfugiant à l'Ambassade de France à Dakar. Pour attester de sa bonne foi, le douanier a déclaré avoir regretté de n'avoir pas appréhendé Éric Philibert. "Après réflexion, je me suis dit que je devais l'arrêter pour complicité, puisqu'il est intervenu en faveur de Touly. Mais j'étais obnubilé par le reste de la drogue", a confié le prévenu. Sur l'identité de son informateur, il a laissé entendre qu'il l'ignore jusqu'à présent. Tout ce dont il se rappelle, c'est qu'il "a un accent occidentalisé et parle un français académique". Or à la gendarmerie, le douanier avait reconnu que son informateur n'était personne d'autre que



Luc Nicolaï. À la barre, Abdou Khadir Kébé a réfuté tout lien avec le promoteur, alors que le relevé téléphonique a révélé l'existence de 26 communications entre eux.

Déclarations contradictoires

Outre les relevés téléphoniques, Abdou Khadir Kébé a été enfoncé par la partie civile Bertrand Touly, mais aussi par le témoin Eric Philibert. Le plaignant a soutenu qu'il ne s'est jamais évadé et que le douanier lui a réclamé la somme de 100 millions de francs Cfa. "Après avoir interpellé Touly, il nous a demandé de réfléchir pour trouver un arrangement. C'est aux environs de 18h qu'il m'a réclamé les 100 millions, afin d'étouffer l'affaire", a confirmé Eric Philibert, avant de nier avoir proposé de l'argent à qui-conque.

Tout en confirmant l'évasion de Touly, le douanier Pape Massiré Guèye Thiam s'est inscrit en faux contre la seconde perquisition. Non seulement, il a nié avoir participé à cette seconde perquisition, mais il a laissé entendre qu'Éric Philibert était avec eux dans le véhicule de la douane. Or, Abdou Khadir Kébé avait soutenu qu'il se trouvait dans un autre véhicule, en compagnie de Touly. "Vous avez prêté serment, mais votre témoignage me laisse sur ma faim, car il y a des divergences entre votre déclaration et celle de votre supérieur", lui a fait remarquer le juge Bâ qui s'est passé d'entendre la plupart de la dizaine de témoins présents.

Il a ensuite renvoyé le procès au mercredi 11 décembre pour le réquisitoire du parquet et les plaidoiries des avocats de la partie civile, mais aussi des prévenus. ■

chaque fois que les propriétaires commencent à construire, ils viennent détruire, sous prétexte que les propriétaires non pas reçu de permis de construire", fustige-t-il, sous couvert de l'anonymat. Serigne Yade, quant à lui, reconnaît qu'ils ont été avertis. Il a acheté le terrain à 15 millions de francs Cfa. Le vieux Bismi Ndoeye regrette que les propriétaires de terrains se soient précipités pour construire, "sans attendre les papiers qui sont déjà déposés au niveau du tribunal et du cadastre".

La mairie de Dakar explique

"Les propriétaires de ces terrains ont seulement l'autorisation de lotissement. Ils n'ont pas de permis de construire. C'est la raison pour laquelle la Descos est allée démolir les bâtiments en construction, sous instruction de l'Urbanisme", a indiqué le deuxième adjoint au maire de la ville de Dakar, Mamadou Sylla. L' élu estime que ce n'est pas la proximité de l'aéroport qui pose problème.

IMPLANTATION D'UNE TROISIÈME CIMENTERIE

"Ridicule", selon la direction de la Sococim

À la Sococim, on ne comprend pas l'arrivée d'une autre cimenterie, alors que le marché est en "surcapacité, avec les deux acteurs", selon Youga Sow, directeur général de la Sococim. Les responsables de l'entreprise ont organisé hier une visite de leur usine. Naturellement, la question de l'implantation d'une troisième cimenterie a été au cœur des interpellations.

"Moi j'aurais été industriel, dit-il, je viens dans ce pays, je vais voir les investisseurs pour leur dire que je vais investir au Sénégal dans le ciment, les gens me prendraient pour un ridicule". Youga Sow, le Dg de la Sococim en veut pour preuve les capacités installées et les évolutions qui sont envisagées en coût, dans les années à venir ; ainsi que la capacité de croissance-absorption du marché rapportée à la production. Selon lui, ces deux paramètres incitent à ne point saturer davantage le marché car, dit-il : "Le marché local est limité". Avec l'arrivée de la cimenterie Dangote, la Sococim devra recourir "à des solutions d'adaptation, pas forcément agréables." Aujourd'hui, l'usine fait 3,5 millions de tonnes de ciment par an et génère "700 à 800 emplois permanents, sans compter les 30 entreprises sous-traitantes". "Qu'est-ce qu'on va faire de toutes ces GIE, ces entreprises qui se développent autour. Les gens vont se serrer la ceinture". À la Sococim, toute l'activité d'extraction est gérée par des sous-traitants, sous la supervision des ingénieurs de l'usine.

"Aujourd'hui, nous avons une sorte d'équilibre, malgré la surcapacité avec les deux acteurs", explique Youga Sow. La perspective, dit-il, est de réfléchir sur les contraintes de l'export car, "les solutions ne sont pas faciles. Ce sont des coûts logistiques incompressibles". Quid de la baisse du prix du ciment ? "Si c'est pour baisser les prix, parce qu'il y a plus d'offres, nous avons déjà plus de 4 millions de tonnes que nous pouvons mettre sur le marché, si le marché le voulait", estime le DG. Il renseigne que les prix du ciment n'ont pas cessé de baisser au cours des dernières années. "Au départ d'usine, les prix ont fortement baissé. Aujourd'hui, on est dans l'ordre de 15%. En plus, le ciment est disponible dans tout le pays, parce qu'il y a un réseau de distribution qui a été organisé et mis en place, avec un système de péréquation qui permet d'arriver le moins cher possible chez le consommateur". Sans cette péréquation, Youga Sow estime que "les prix grimperaient à 3000 ou 4000 F". ■

GASTON COLY

"Cette zone, dit-il, a été relevée par un géomètre qui a respecté toutes les normes par rapport à l'aéroport. Seulement, le terrain n'est pas encore immatriculé par l'État, pour pouvoir être transformé en bail. On ne peut pas laisser les gens construire, ce sera de l'anarchie". ■

ZONE AÉROPORTUAIRE

La DESCOS démolit des bâtiments en construction

Les propriétaires des bâtiments en construction dans la bande verte jouxtant l'aéroport Léopold Sédar Senghor et la VDN ont reçu hier la visite des éléments de la direction de surveillance et de contrôle de l'occupation de sols de Dakar (DESCOS).

EMMANUEL BOUBA YANGA (STAGIAIRE)

Les gendarmes se sont présentés, vers les coups de 10h et demie, accompagnés d'un bulldozer qui a rasé tous les édifices en construction. "À chaque fois que nous procédons à la démolition des habitations, les propriétaires viennent nous agresser verbalement et parfois, ils sont armés", a déclaré une source proche de la DESCOS, pour expliquer l'impressionnant dispositif sécuritaire. Elle s'est également prononcée sur la raison des démolitions. "Toute

cette zone, appelée zone aéronautique, pose un problème de sécurité. Il y a des gens qui ont des titres fonciers et qui n'osent pas construire ici. Car, selon les normes de l'urbanisme, c'est une zone non aedificandi". À cela s'ajoute le fait que les propriétaires n'ont pas de permis de construire. "Ils sont en train de construire illégalement. On leur avait déjà donné des sommations. Ils ont fait la sourde oreille". A l'en croire, les propriétaires attendent la nuit ou les week-ends pour bâtir leurs maisons, en pensant que l'État va laisser faire. "Parfois,

nous sommes obligés de faire des patrouilles la nuit. Tout ceci pour les contrecarrer, parce que tout simplement, les propriétaires veulent mettre l'État devant le fait accompli", explique-t-il.

Les propriétaires accusent le coup

À midi, la mission est accomplie. Les gendarmes quittent les lieux. À peine quelques minutes plus tard, arrive l'un des propriétaires. "La mairie de Dakar et la Descos sont contre les Lébous. Tout ça nous appartient. À

MOTS FLÉCHÉS • N°858(FORCE 3)

DRÔLE		UNIVER-SITAIRE		SPORT DE COMBAT		QUELQU'UN		FLOU
ACCORDER UNE RÉDUCTION		ELLE A SON DJ		TOUTEFOIS		RACCOM-MODER		CHDISIT
RÉCIPIENT DE SCOUT							PRIS CONNAIS-SANCE DU TEXTE	
COUPE DU GAZON							PAS LÀ!	
				DROGUE				
				ABRI DE MOINEAU				
PAS PRÈS					PARTIE DE PIÈCE			
AVANT RÉ					ENIVRA			
		DEVENU IRRITABLE						MUNI
		DÉSIR						
APFECTUEUX						ANCIEN FIANCÉ		
DIX FOIS DIX						ARME À FLÈCHES		
				PAYS DE BAGDAD				DÉBUTS DE LETTRES
				EFFET SPÉCIAL				
MOIS DU MUGUET	HABILLES					ARTÈRE URBAINE		
	FAIRE VENIR					PARTI EN FUMÉE		
			DOCTEUR DE LA LOI JUIVE					
			PROPRE					
TOUT PETIT				ENLEVEMENT				
POUR ATTIRER L'ATTENTION				PROJECTILE MILITAIRE				
		PASSÉE						
		CRI DANS L'ARÈNE						
APPRÉCIABLE								PLUS FAMILIER QUE VOUS
CONDIMENT ASSOCIÉ AU POIVRE								
			SURVEILLE					
COURROIES DU CAVALIER						TROMPÉS		

Solutions

MOT FLÉCHÉ N°856

D	T	O	N	N					
H	E	M	I	S	P	H	E	R	E
F	U	R	E	T	E	I	F		
F	A	R	S	A	B	I	E		
V	I	S	A	D	O	N	C		
D	E	I	M	P	O	T	R		
U	N	T	E	L	E	A	U		
F	R	E	T	A	B	R	I		
V	I	C	T	O	I	R	E		
S	T	E	N	O	L	E	C		
A	U	G	U	R	E	V	O		
O	R	B	L	O	T	T	I	R	
M	O	U	E	S	A	B	C		
H	A	L	L	S	A	C	R	E	
C	A	L	M	A	N	T	E	S	

SUDOKU N°555

1	5	4	6	8	2	9	3	7
8	9	7	5	4	3	1	2	6
6	2	3	9	7	1	5	8	4
5	7	2	8	3	9	4	6	1
9	4	8	1	6	7	3	5	2
3	6	1	4	2	5	8	7	9
4	3	9	7	5	6	2	1	8
2	1	6	3	9	8	7	4	5
7	8	5	2	1	4	6	9	3

SUDOKU N°556

9			2	6		5		4
5		1			7		8	
								1
			8	2	5		4	
		7						
8	9		3					
3	7	5					2	
			5				6	
2		9						8

MOTS MELÉS • 536

Couvre-pieds de duvet
ÉDREDON

horoscope

Bélier

☼ **Relationnel** : aujourd'hui, votre entourage aura une grande influence sur votre façon de voir les choses ou de penser. Pour certains natifs en couple, il pourrait parfois y avoir quelques petites tensions ou désaccords. ☉ Boulot / Argent : même si vos échanges avec vos collaborateurs ne sont pas au beau fixe, vous parviendrez à mener à bien vos projets du jour. ♀ Bien-être : vous serez solide et déterminé.

Taureau

☼ **Relationnel** : quelle que soit votre situation, vous miserez sur la douceur et la compréhension. ☉ Boulot / Argent : belle journée donner une belle impulsion à un projet qui vous est cher. Pour d'autres, tout vous incitera à bouger ! ♀ Bien-être : vous bénéficierez d'un bel équilibre.

Gémeaux

☼ **Relationnel** : pour certains, l'amour viendra rythmer votre journée. Ainsi, seul ou à deux, vous aurez l'occasion d'aimer. ☉ Boulot / Argent : aujourd'hui, un projet, un dossier ou une tâche courante monopolisera toute votre attention. ♀ Bien-être : vous maîtriserez parfaitement vos énergies.

Cancer

☼ **Relationnel** : vous aurez envie de vous ouvrir sur l'extérieur et vous irez vers les autres avec un plus grand naturel. ☉ Boulot / Argent : vous pourrez compter sur un bel esprit d'entreprise et une plus grande adaptabilité. ♀ Bien-être : vous serez optimiste et bien dans vos baskets.

Lion

☼ **Relationnel** : vous communiquerez facilement avec vos proches. Pour certains, ce jeudi sera marqué par une sortie ou une invitation. ☉ Boulot / Argent : vous ne craignez pas de prendre des initiatives et de bousculer votre rythme quotidien. ♀ Bien-être : vif, entreprenant et dynamique.

Vierge

☼ **Relationnel** : vos échanges avec les autres ou avec votre partenaire seront épanouissants. ☉ Boulot / Argent : vous vous efforcerez de gérer au mieux votre emploi du temps. ♀ Bien-être : vous veillerez à ne pas vous épuiser à la tâche.

Balance

☼ **Relationnel** : vous saurez imposer votre point de vue ou vous parviendrez à trouver votre place en société ou en famille. En couple, vous chercherez à rompre avec le quotidien. ☉ Boulot / Argent : même si vos échanges avec vos collaborateurs ne sont pas des plus simples aujourd'hui, vous saurez faire face à vos obligations. ♀ Bien-être : vous connaîtrez toujours une certaine forme de fatigue alors ménagez vos efforts.

Scorpion

☼ **Relationnel** : vos échanges avec vos proches ou vos amis seront épanouissants. ☉ Boulot / Argent : vous serez satisfait de l'évolution d'une entreprise ou d'un projet. ♀ Bien-être : la bonne humeur vous accompagnera tout au long de cette journée.

Sagittaire

☼ **Relationnel** : vos amis tiendront une place de choix. Pour certains, vous parlerez week-end entre copains. ☉ Boulot / Argent : beau jeudi pour envisager d'avancer dans une de vos entreprises. ♀ Bien-être : vous parviendrez à vous imposer et à faire face à tout.

Capricorne

☼ **Relationnel** : vous serez curieux des autres et vous aurez besoin d'apprendre de ceux qui vous entourent. En couple, vous devrez peut-être régler un petit malentendu ou un problème. ☉ Boulot / Argent : ce sera une journée intense qui vous verra dépenser énormément d'énergie. ♀ Bien-être : vous serez en pleine forme, et ce, malgré une certaine forme de stress.

Verseau

☼ **Relationnel** : belle journée pour sortir entre amis, en couple ou en famille. ☉ Boulot / Argent : les astres vous pousseront à vous dépasser et à sortir des sentiers battus. ♀ Bien-être : vous aurez la « hauteur » nécessaire pour appréhender les situations qui vous entourent.

Poissons

☼ **Relationnel** : vous mettrez au point un week-end en amoureux ou en famille. Pour d'autres, ce jeudi sera marqué par une sortie ou une invitation. ☉ Boulot / Argent : beau jeudi pour parler projets ou pour bouger. ♀ Bien-être : vous serez en pleine possession de vos moyens.

MOTS MELÉS • N°537

Grosse bille

ARDOISE	DOUCEUR	MALFAME
BÉGUIN	ÉFLOREE	NACELLE
BESTIOLE	EXPÉDIER	OEUVRER
BONHOMME	FRIVOLE	PONCTUE
BOUSSOLE	GAGER	REPENSE
CONSOMME	HACHOIR	SAULE
CYMBALE	IMPURETE	SOJTE
DESSINE	IRREELLE	TRADUITE

R	E	R	V	U	E	O	B	O	N	H	O	M	M	E
I	M	P	U	R	E	T	E	L	L	E	E	R	R	I
T	S	B	D	C	U	E	B	C	Y	M	B	A	L	E
R	F	O	A	E	L	E	N	L	A	E	H	E	R	M
A	R	U	U	S	A	C	F	G	S	A	U	E	M	
D	I	S	A	T	C	S	L	U	G	I	C	T	P	O
U	V	S	I	E	E	A	I	A	O	O	H	C	E	S
I	D	O	L	O	M	N	G	N	T	D	O	N	N	N
T	L	E	X	P	E	D	I	E	R	I	O	S	O	
E	E	E	E	E	R	O	L	P	E	A	R	P	E	C

LEADERSHIP PRÉSIDENTIEL

Un bateau ivre sans capitaine à board

“Arrêtez le mal avant qu’il n’existe ; calmez le désordre avant qu’il n’éclate !” Celui à qui l’occasion sera donnée de rappeler au Président de la République Macky Sall ces conseils du philosophe chinois Tao-Tseu rendra un grand service au peuple Sénégalais.

Au-delà du désordre actuel dans le camp présidentiel où des alliés politiques sont même allés jusqu’à menacer publiquement le Président de la République de révéler des enregistrements audio, la lettre de Monsieur Moubarack Lo, un ancien collaborateur de haut rang, est peut-être venu confirmer une inquiétude qui, depuis l’annonce des résultats du premier tour de l’élection présidentielle de février 2012, a secrètement hanté beaucoup de Sénégalais : le leadership du Président Macky Sall.

Une bout de phrase, camouflé et plein de mystères mais suffisamment évocateur, m’a particulièrement interpellé dans le communiqué de l’ancien directeur de cabinet adjoint du président Macky Sall. Monsieur Lo

explique que la cause profonde de sa démission “c’est le style de management présidentiel, qui n’est pas très motivant pour un intellectuel...”

Il y a deux mois de cela, après un bref séjour au Sénégal, dans une contribution intitulée “Malaise social au Sénégal”, j’évoquais cette problématique du leadership présidentiel en rappelant aux collaborateurs du Président de la République en particulier que “Le leadership est une qualité humaine audacieuse qui entraîne autant qu’elle rassure. Et vous rendrez un grand service au Président de la République en lui disant que le peuple attend encore de l’homme plus d’audace et place d’inspiration pour maintenir la flamme de l’espoir flamboyant”. Avant moi, le brillant journaliste Adama Gaye avait lui aussi partagé les doutes de beaucoup de compatriotes concernant la capacité du Président Macky Sall à incarner le leadership qui sied au contexte et aux enjeux de l’heure...

Aujourd’hui, les faits semblent confirmer que le bateau Sénégal souf-

fre de son commandement. Que des conseillers du Président de la République démissionnent, fut-il en masse, relève de l’ordre presque normal de la vie d’une institution. Que les collaborateurs du Président au sein de son parti APR s’entre-déchirent ou que ses alliés de Macky 2012 ruent dans les brancards pour n’avoir pas encore reçu leur part du gâteau ne choque pas les Sénégalais autre mesure. Que la guerre au sein de Benno Bokk Yaakaar finisse par confirmer son éclatement prochain n’est pas une surprise pour le citoyen. Mais quand il s’agit des affaires de la République, nous exigeons du Président de la République qu’il incarne pleinement et davantage son rôle de capitaine. Ça vaut la peine d’être répéter car la mise en garde envoyée au Président dans une contribution antérieure a encore toute sa pertinence : dans les zones de turbulence comme en eaux troubles ou en période de doute, la présence d’un capitaine à bord doit être fortement et en permanence ressentie par l’équipage.

Dans l’affaire de la démission de Monsieur Moubarack Lo, les mots presque injurieux du Président de la République à l’endroit d’anciens collaborateurs traduisent un manque de sang froid inquiétant à ce niveau de responsabilité. Napoléon a certainement été bien inspiré de dire qu’“On ne conduit le peuple qu’en lui montrant un avenir : un chef est un marchand d’espérances.” Nous attendons du Président de la République plus de hauteur et de sérénité. Manifestement, toute l’énergie de la mouvance est aujourd’hui orientée vers une survie politique au détriment des vrais enjeux de l’heure. Vous n’êtes pas, Excellence, le Président de l’APR ou de Benno Bokk Yaakaar encore moins d’une certaine dynastie. “Le président de la République ne saurait être confondu avec aucune fraction. Il doit être l’homme de la nation tout entière, exprimer et servir le seul intérêt national.” (Charles de Gaulle)

Nous attendons de Vous, Monsieur Macky Sall, une vision qui inspire les

Sénégalais et les engage résolument vers un avenir radieux. Un discours d’espérance et charismatique et des actes concrets qui, au-delà des bonnes intentions du Yoonu Yokouté, pourra convaincre les Sénégalais de la volonté réelle d’engager une rupture dans tous les domaines de la vie politique, sociale et économique du pays.

“Quand un bateau est dans la tempête et qu’il y a des rochers pas loin, il est peu courant qu’il soit dirigé par un comité”. L’heure est venue pour vous d’assumer pleinement la charge de Président de la République et de rassurer l’équipage à bord que le capitaine peut encore reprendre le contrôle du navire. Vous êtes bientôt à mi-mandat et si vous avez l’humilité du Président John Kennedy pour vous rappeler que “diriger et apprendre ne sont pas dissociables”, il vous est encore possible de vous ressaisir et de redresser la barre. Le bateau tangue mais tanguer n’est pas chavirer. Seulement, gardez à l’esprit ceci : “Les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard”. A défaut d’agir, réagissez donc, Mon capitaine.

Respectueusement ■

UN CITOYEN SÉNÉGALAIS
UNCITOYENSENEGALAIS@GMAIL.COM

L’ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) ET LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)

Promesses et (dés)espoirs

Du 3 au 6 décembre 2013 se tiendra à Bali la 9e conférence ministérielle de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et la 6e de l’ère du programme de Doha pour le développement. Douze années après son lancement, l’ambitieux projet de refonder le compromis productif, normatif et commercial des rapports Nord-Sud n’aura pas survécu aux jeux des intérêts conflictuels des Etats, à la grande récession débutée en 2007 et aux nouveaux déséquilibres de l’économie politique mondiale.

Le plus significatif demeure le recul de la thématique du développement et son effacement face aux enjeux de l’urgence. Cela pose avec acuité la question du traitement des Pays en développement (PED) non émergents et surtout les pays les moins avancés (PMA) auxquels était dédié ce cycle de négociation. Face aux prometteurs marchés des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et tous les autres pays émergents dans leur sillage, faut-il s’attarder sur ces 48 pays, dont 33 africains, qui ne représentent que 0,9 % du PIB mondial, 1 % du commerce mondial, 0,53 % si on exclut les combustibles, 2,5 % des entrées totales d’IDE mais 12 % de la population mondiale ?

La réponse est doublement positive. La façon dont seront traités les PMA sera révélatrice de la capacité ou non d’élaborer une gouvernance inclusive et équitable. Si tel n’était pas le cas, l’effet boomerang de la pauvreté globale ferait que les problèmes de ces pays se retourneraient à terme contre l’ensemble de la communauté internationale, pays du Nord

en premier lieu.

La Déclaration de Doha comportait de nombreux engagements généreux en faveur des PMA. Mais du fait de leur caractère non contraignant, leur mise en œuvre débouche toujours sur des résultats peu substantiels qui n’offrent pas à ces pays de réelles perspectives de progrès. En dehors de la dérogation adoptée à la Conférence ministérielle de Genève de 2011, donnant droit aux Membres d’accorder un accès préférentiel aux services et fournisseurs de services des PMA et de l’extension de la période de transition pour la mise en œuvre de l’accord sur la propriété intellectuelle par les PMA au titre de l’Article 66.1, les PMA n’ont quasiment rien obtenu de ce cycle.

Autre illustration de cette logique de donnant-prenant, à l’issue de la Conférence ministérielle de Hong Kong (2005), les pays développés et les pays en développement en mesure de le faire se sont engagés à accorder à tous les produits de tous les PMA un accès au marché sans droits ni contingents. Une disposition dérogatoire a cependant tempéré cette offre puisqu’il est admis que les membres qui ont des difficultés à fournir un tel accès à leur marché accorderont une ouverture à 97 % des produits originaires des PMA. L’offre est ainsi vidée de sa substance par la possibilité de soumettre certains produits à des restrictions d’exportation et d’exclure 3 % des lignes tarifaires des PMA. Compte tenu de la concentration des exportations des PMA sur une gamme limitée de produits, l’exclusion de quelques lignes tarifaires seulement peut effacer tous les bienfaits atten-

dus, ce qui montre les limites de l’accès aux marchés pour la transformation productive et le développement, surtout dans un contexte d’érosion des préférences commerciales.

Le coton, élément emblématique du cycle de Doha, est pris au piège des divergences sur l’agriculture et des jeux d’intérêts qui jalonnent le chemin vers Bali. Son traitement n’est ni “spécifique”, ni “rapide” encore moins “ambitieux”, termes figurant dans la déclaration ministérielle de Hong Kong (2005). Et Bali n’offre pas de perspectives pour une issue heureuse. Les vrais débats sur les 28 mesures du traitement spécial et différencié sont renvoyés aux calendes “multilatérales” et devraient s’ajouter à la liste déjà très longue des sujets qui s’amoncellent sur ciel de l’après Bali.

Face à ce bilan, quelles devraient être les perspectives post-Bali ? Il y en a trois.

Tout d’abord, la rénovation du traitement spécial et différencié pour que les dispositions prises ne relèvent plus uniquement de la diplomatie déclamatoire. Il faudrait en produire une conception centrée sur les besoins spécifiques des PMA. Une conception qui autoriserait des régulations par produit, centrée sur la compétitivité sectorielle et l’amélioration des marges commerciales extensives. Et qui, au nom de la stabilité et de la sécurité socio-économique interne, permettrait à ces pays vulnérables de se protéger d’une exposition parfois trop excessive à la concurrence mondialisée.

Ensuite, les futures règles du

commerce international ne devraient pas contraindre ou empêcher, d’une part, le développement de capacités productives dans ces pays et, d’autre part, la concrétisation des processus d’intégration régionale. Le système commercial multilatéral devrait être un facteur de cohérence et de stabilité pour ces pays qui tentent tant bien que mal de construire une politique commerciale et productive au niveau régional. Cela impliquerait pour l’OMC de mettre en œuvre une négociation de lignes directrices sur les meilleures pratiques volontaires pour les nouveaux accords commerciaux régionaux, particulièrement PMA-PMA, et la modification des accords existants en vue de les rendre plus pro-développement.

Enfin, la consolidation et la pérennisation des deux dispositifs que sont l’aide pour le commerce et le cadre intégré renforcé. Bien entendu une révision et un recentrage de leurs axes d’action sont nécessaires. Les PMA n’y voient aucun inconvénient à condition que cela ne soit pas l’occasion d’en réduire la portée ou d’y introduire une forme quelconque de conditionnalité.

A force de minimiser les exigences des pays les plus pauvres, le paquet développement pour les PMA annoncé en grande pompe risque bien d’arriver vide à Bali. Ces exigences sont pourtant soutenues par tous ceux qui œuvrent pour faire du commerce un véritable instrument au service du développement et de la lutte contre la pauvreté. Il en va de la crédibilité et de la légitimité de la gouvernance OMC et plus largement de la soutenabilité de la globalisation économique.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que les négociations qui se mènent à l’OMC à Genève, pour ficeler le “ paquet de

Bali”, c’est-à-dire une série de propositions pouvant faire l’objet d’un accord à Bali, ont échoué. Le Directeur général de l’OMC, le Brésilien Azevêdo, a annoncé en effet que les Membres n’ont pu s’entendre sur des questions cruciales dont l’accord sur la facilitation des échanges. Les PMA ne se plaindront certainement pas de ne pas avoir trouvé un accord sur la facilitation des échanges. Un accord sur la facilitation des échanges obligerait les pays en développement à mettre en place des réformes et des procédures administratives et douanières ainsi que des équipements et technologies pour dit-on, accroître la célérité des opérations des dédouanements au niveau des ports et aéroports. Ces réformes, les pays développés ont mis des années à les mettre en place. Nul ne conteste l’importance de la facilitation des échanges qui, sous certaines conditions, peut être un puissant instrument pour le développement. Mais il faut savoir pour quoi et pour qui le fait-on ?

Les pays en développement ont avancé des arguments que l’on ne saurait rejeter : l’accord doit aussi obliger les pays développés à fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges. Ainsi les PED pourront consacrer leurs maigres ressources à la modernisation de leurs écoles et hôpitaux et au développement de leurs capacités producteurs pour pouvoir profiter, plus tard, de l’ouverture et de la rapidité du commerce.

* Cheikh Tidiane Dièye est Directeur exécutif du Centre Africain pour le Commerce, l’Intégration et le Développement (CACID), affilié au réseau Enda Tiers Monde ; Mehdi Abbas est maître de conférences Grenoble-Alpes Université, Pacte-Edden et chercheur associé au CACID. ■

BASKET - PASSATION DE SERVICE À LA TÊTE DE LA FSBB

Serigne Mboup décline sa feuille de route

Lors de la passation de service, Serigne Mboup, le nouveau président du Comité de normalisation du basket mis en place par le ministre des Sports, a dévoilé la ligne de conduite pour relever les défis.



KHADY FAYE

Tandian à Serigne Mboup : "Fais attention aux prédateurs"

Avant de procéder à la cérémonie de passation de service proprement dite, Baba Tandian et Serigne Mboup se sont retrouvés en aparté dans un bureau pour discuter, en présence du représentant du ministre des Sports, Fallou Ndiaye, inspecteur des Affaires financières dudit ministère. Ils se sont longuement entretenus avant de faire face à la presse. Prenant la parole en premier, le président déchu de la Fédération sénégalaise de basket-ball (FSBB), Baba Tandian, ne s'est pas

départi de son sens de l'humour. "Ma personne importe peu, le basket est plus important que ma propre personne" a-t-il dit. Il a donné quelques recommandations à son successeur en lui demandant d'être surtout vigilant. "Je sais de quoi je parle, il faut qu'il fasse très attention aux prédateurs, aux gens qui font l'amalgame dans le basket. Parce que vous avez deux types de personnes dans ce basket : ceux qui viennent pour servir le basket et ceux qui se servent du basket. Il faut qu'il comprenne qu'il est venu servir le basket comme je l'ai fait. C'est une bataille perpétuelle qu'il devra mener s'il veut réussir", a soutenu le désormais ex-patron du basket sénégalais. Pour finir, il a dit toute sa disponibilité au nouvel homme chargé de conduire le basket. "S'il a besoin de moi, il peut venir jusque chez moi. Il n'y aura pas de zone d'ombre entre nous et que personne ne compte sur moi pour critiquer sa gestion", a précisé Tandian.

Serigne Mboup : "C'est une mission de contribution"

Après la cérémonie de signature du document qui installe le nouveau président du Comité de normalisation du basket sénégalais, Serigne Mboup, dans ses nouvelles fonctions, ce dernier a tenu à tracer sa feuille de route. Mais avant cela, il a tenu dès sa prise de parole à remercier son prédécesseur pour "son leadership, pour les résultats probants, sa disponibilité et son engagement à accompagner la nouvelle équipe dans sa mission". "Les changements dans les organisations, surtout quand elles sont le fait des États, se font parce qu'à des moments précis, on apprécie les situations, on apprécie l'environne-

ment, on recadre les objectifs et on décide simplement de changer les hommes. Mais cela n'est pas une sanction personnelle ou une absence de résultats destinée à une personne, encore moins à une équipe. Mais c'est simplement que cela correspond à la marche des États et de toutes les organisations", a rappelé Serigne Mboup. Il a par ailleurs parlé de la lettre de mission reçue par les autorités. "C'est une lettre de mission claire, qui va en droite ligne des intérêts du basket-ball", a-t-il dit. Mais aussi selon lui, "le basket-ball est une passion, partagée par les encadreurs, les techniciens, les joueurs, les arbitres, les anciennes gloires qui ont écrit les plus belles pages de ce sport, mais aussi par la population". "C'est cette passion commune qui nous motive à donner à ce sport un nouveau cadre beaucoup plus propice à sa pratique, à son développement, à son rayonnement. C'est donc cette mission-là qui n'est pas une mission de sanction, ni une mission faite pour durer, mais une mission de réflexion, d'action, de contribution, d'aider à définir une politique qui corresponde beaucoup plus à l'environnement mondial, à l'économie et à tous les effets que le sport en général, le basket en particulier, offre comme perspective", a ajouté le président du Comité de normalisation. Pour atteindre cet idéal, il a lancé un appel à toutes les personnes qui travaillent dans le basket pour qu'ensemble ils unissent leurs forces. "Rien ne sera laissé en rade pour atteindre ces objectifs", a-t-il promis. Dans les jours à venir, tous les segments du basket seront rencontrés par le Comité de normalisation pour aider à atteindre les objectifs assignés. ■

BEN KOUFIE, INSTRUCTEUR À LA CAF

"Le continent a besoin de former ses sélectionneurs pour sa crédibilité"

Le football africain doit former des techniciens de haut niveau pouvant diriger les sélections nationales du continent pour de cette manière apporter de la crédibilité à la pratique de la discipline en Afrique, a estimé le Ghanéen Ben Koufie, instructeur à la Confédération africaine de football (CAF). Évoquant le nombre élevé de techniciens étrangers officiant dans les sélections africaines, le technicien ghanéen a déclaré que cette donne doit changer, dans des propos rapportés par la BBC. "Cela ne peut plus continuer et il y va de notre crédibilité", a dit le technicien, qui vient d'animer en Afrique du Sud, un séminaire (20-22 novembre) pour l'obtention d'une licence d'entraîneur.

Sur les 10 équipes nationales présentes aux barrages qualificatifs à la coupe du monde, seules trois sont dirigées par des techniciens locaux, a-t-il rappelé, en parlant du Ghana, du Nigeria et de l'Éthiopie. Les deux premières sélections citées, dirigées respectivement par Kwesi Appiah et Stephen Keshi, seront présentes à la phase finale de la Coupe du monde 2014. Keshi avait éliminé l'équipe d'Éthiopie dirigée par Sewnet Bishaw (2-1 et 2-0). Keshi, justement, avait soulevé un tollé en janvier dernier en affirmant que les entraîneurs étrangers officiant en Afrique, n'étaient intéressés que par l'argent. "Je ne suis pas raciste mais je ne vois pas

ce qu'ils font et que les techniciens africains sont incapables de faire", avait-il souligné.

Selon les dispositions de la CAF, l'obtention de la licence A qui est devenue nécessaire pour diriger une sélection nationale. En Afrique du Sud, parmi les techniciens ayant suivi la formation, il y avait Gordon Igesund, l'entraîneur des Bafana-Bafana de l'Afrique du Sud. à la question de savoir si de tels techniciens sont obligés de se soumettre à ce genre de séminaire, le formateur a indiqué que : "même si est capable de conduire une voiture, on a toujours besoin d'un permis". ■

(APS)

REVUE TOUT TERRAIN

MEILLEURE SPORTIVE SÉNÉGALAISE 2013

Ami Mbacké Thiam en course

Les finalistes pour le titre de "Meilleure sportive sénégalaise de l'année" sont désormais connues. L'Union des femmes reporters sportives d'Afrique section Sénégal (Ufresa-Sénégal) a procédé ce mercredi 27 novembre 2013, au siège du Cnoss, à l'élection des nominées de la 3e édition de "La Meilleure sportive sénégalaise de l'année". L'athlète Ami Mbacké Thiam, demi-finaliste aux 14e Championnats du Monde de Moscou 2013 va concourir avec Gnima Faye, athlète médaillée d'argent aux 7e Jeux de la Francophonie Nice 2013. Médaillée de bronze à l'Afrobasket Maputo 2013, l'équipe nationale féminine est également retenue. Selon un communiqué, en 2013, dix-neuf (19) disciplines étaient en compétition pour l'édition. L'élection finale de "La Meilleure sportive sénégalaise 2013" est prévue le mercredi 11 décembre 2013 à 11 heures au Comité national olympique et sportif sénégalais (Cnoss). Le jury rendra également public les noms des lauréates du trophée du "Prix spécial pour le Handisports", du trophée du "Révélation 2013", "Reconnaissance" et "Anciennes gloires". Ces trophées "Reconnaissance" et "Ancienne gloires" sont les nouveautés de cette 3e édition.

CÔTE D'IVOIRE

Le ministre des Sports au chevet de Lamouchi

Régulièrement cible des critiques de la part de la presse ivoirienne et des fans depuis qu'il est arrivé comme sélectionneur des Éléphants, Sabri Lamouchi a reçu un soutien de poids ces dernières heures. Longtemps détracteur du technicien franco-tunisien, le ministre ivoirien des Sports, Alain Michel Lobognon, est revenu à de meilleurs sentiments pour encourager le fait que l'ancien joueur de l'Inter Milan reste en poste pour emmener l'équipe à la Coupe du monde. "Il serait ingrat de chasser Lamouchi après avoir qualifié la Côte d'Ivoire pour la Coupe du Monde 2014. Il a qualifié les Éléphants pour le Mondial, permettez-lui de prouver le travail qu'il a abattu au cours de la Coupe du monde", a ainsi indiqué le dirigeant à la télévision nationale ivoirienne. De quoi accorder du sur-sis à un technicien qui se sait impopulaire malgré ses résultats.

ÉGYPTÉ

Gharib nouveau sélectionneur

En fin de contrat, le sélectionneur américain de l'Égypte Bob Bradley (55 ans) a quitté les Pharaons. C'est Shawki Gharib (54 ans) qui prend la suite. Après avoir été sélectionneur adjoint de 2004 à 2011, il avait entraîné Smouha et Ismaily.

MANCHESTER UNITED

Un vol agité pour les Red Devils

Manchester United s'est déplacé sur la pelouse du Bayer Leverkusen hier en Ligue des champions. Les Red Devils ont eu le droit à une belle frayeur en arrivant en Allemagne puisque leur pilote a été informé tardivement qu'un autre

avion se trouvait déjà sur la piste d'atterrissage. Déjà arrivés à 400 mètres d'altitude, les hommes de David Moyes ont assisté à une soudaine remontée de leur appareil avant d'amorcer leur atterrissage quelques instants plus tard. Un épisode qui a un peu secoué les coéquipiers de Wayne Rooney...

OM

Anigo veut attaquer Canal+ !

Peut-on rire de tout ? Le directeur sportif de l'Olympique de Marseille, José Anigo, a donné sa réponse. Selon La Provence, le dirigeant olympien souhaite obtenir la condamnation pour diffamation du président du groupe Canal+, Bertrand Meheut, suite à un sketch des Guignols de l'Info au lendemain de l'assassinat de son fils en septembre dernier. L'affaire sera plaidée le 4 février prochain.

COUPE DU MONDE 2014

Tragique accident sur un stade

Actuellement en travaux à moins d'un an du Mondial au Brésil, le stade des Corinthians a été endommagé par une grue mercredi. Elle est tombée sur une tribune, entraînant de nombreux dégâts et provoquant surtout la mort de trois personnes, annonce Globoesporte. Le stade de Sao Paulo doit accueillir le match d'ouverture de la prochaine Coupe du monde le 12 juin 2014.

C1 - 5E JOURNÉE

Real, PSG et Man U qualifiés

Le Real Madrid et Manchester United ont obtenu leur billet pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions en battant respectivement Galatasaray (4-1) et le Bayer Leverkusen (0-5). Le Juventus, grâce à sa première victoire victoire dans la compétition face à Copenhague (3-1), revient à la deuxième place du groupe B. Le PSG a également assuré sa qualification pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions en s'imposant sur l'Olympiakos (2-1) au Parc des Princes. Ibrahimovic (7e), désormais co-meilleur buteur de la compétition avec Cristiano Ronaldo, et Cavani (90e) ont marqué. ■

Groupe E

FC Bâle-Chelsea 1-0
Steaua Bucarest-Schalke 0-0

Groupe F

Dortmund-Naples 3-1
Arsenal-Marseille 2-0

Groupe G

Zenit-Atlético Madrid 1-1
FC Porto-Austria Vienne 1-1

Groupe H

Ajax-FC Barcelone 2-1
Celtic Glasgow-AC Milan 0-3

Hier

Groupe A
Leverkusen-Man U 0-5
Shakhtar Donetsk-Sociedad 4-0

Groupe B

Juventus-FC Copenhague 3-1
Real Madrid-Galatasaray 4-1

Groupe C

Anderlecht-Benfica 2-3
Paris SG-Olympiakos 2-1

Groupe D

CSKA Moscou-Bayern 1-3
Man City-Viktoria Plzen 4-2

